



Synthèse

## Bilan 2020 et Perspectives 2021

[\\*contact@ires.fr](mailto:*contact@ires.fr)



©Camilo Jimenez



©Anshu18



©Andrewtneel

L'année 2020 a été marquée par la Pandémie de Covid-19, évènement imprévisible et tout à fait exceptionnel. En conséquence, les activités de recherche se sont écartées de prévisions initiales du programme de travail 2019-2020. Les activités d'enquête empirique ont connu un coup d'arrêt sous l'emprise de la crise sanitaire avec des perspectives de redémarrage qui restent incertaines. Cependant de nouveaux champs d'études et de recherches ont été ouverts.

Le choc de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 semble avoir produit une coupure entre un avant et un après qui interroge les limites des modèles productifs et des modes de sociabilité. Force est de constater que ses premiers effets sont ambivalents.

D'un côté, la crise sanitaire a renforcé des arguments en faveur d'une redéfinition et d'une revalorisation des activités essentielles et des travailleurs à bas-salaire qui les portent, de la moralisation ou de la démocratisation des entreprises, ou encore de l'élaboration d'un modèle productif davantage protecteur de l'environnement. Elle a également éclairé le rôle vital de la protection sociale, la place essentielle des services publics. Elle a aussi illustré les limites de certaines politiques en particulier celles liées à la marchandisation de la santé.

D'un autre côté, la crise sanitaire a provoqué des faillites dans nombre de secteurs économiques, modifiant notamment les rapports de forces entre acteurs traditionnels de l'industrie et acteurs du capitalisme de plateforme. Elle a bouleversé les rapports entre employeurs et salarié-es à la faveur d'un assouplissement accru du droit du travail (sous couvert d'urgence) et à des mises en place inédites d'organisation du travail. Elle a creusé certaines inégalités. Les suppressions d'emplois, la socialisation massive des revenus et la réorganisation des activités, sous contrainte sanitaire, transforment l'entreprise, le rapport au travail, les politiques économiques et sociales autant que les stratégies d'action syndicale.

Certaines de ces évolutions étaient en gestation, que l'on songe aux réflexions sur la gouvernance des entreprises, à la digitalisation de l'économie et des relations de travail, à la flexibilisation du droit du travail, à la fragmentation (ou à la dualisation) du monde du travail ou encore à l'attention syndicale aux problématiques environnementales. La crise sanitaire, avec ses répliques sur le terrain économique et social, devraient ainsi produire une accélération sans précédent des mutations du travail et de l'emploi, mettant les systèmes de relations professionnelles, l'organisation du travail, la protection sociale et les politiques publiques face à des défis inédits. Les institutions et les acteurs qui avaient procédé sur le long terme, à force de négociations et de compromis, de tensions et de conflits, à l'élaboration des principales catégories qui structurent le monde du travail contemporain peuvent s'en trouver déstabilisés.

Ce contexte rend difficile de prédire l'issue de la crise sanitaire et les effets qu'elle aura sur les acteurs du monde du travail.

Les chercheur.es de l'Ires se sont efforcé.es de développer de nouvelles perspectives d'études et de recherches afin d'appréhender à la fois les évolutions de fond et les effets des récentes réformes dans une donne redistribuée par les crises sanitaire, économique et sociale.

Plusieurs publications témoignent déjà de ces investigations. On pense, en premier chef, à la Chronique internationale spéciale qui porte explicitement sur les réactions des États et de l'UE à la crise sanitaire. De même, les différents articles des prochains numéros de cette publication se pencheront, au fil de l'eau, sur les conséquences économiques et sociales de cette crise dans certains pays. Plusieurs Éclairages de l'Ires ont plongé dans cette actualité qu'ils portent sur les fragilités des productions de matériels médicaux, la situation des revenus et de l'emploi ou encore des oubliés de la crise comme les aidants, etc.

Dans le même temps, malgré ce contexte difficile, les quatre groupes de travail se sont efforcés de poursuivre les chantiers ouverts depuis plusieurs années.

### **Relations professionnelles**



Les travaux du groupe « Relations professionnelles » ont notamment porté sur la dynamique des systèmes de représentation dans l'entreprise et de négociation collective en France après les changements radicaux dans l'architecture institutionnelle de la représentation des salariés initiés par les ordonnances de 2017. Deux projets, entamés en 2019, analysent la mise en place des nouveaux Comités Sociaux et Economiques (CSE). Le premier se concentre sur le secteur des transports publics urbains : moyens de l'instance, architecture de la représentation, devenir des élu-es. Le second, mené avec l'Université de Rennes I, les cabinets d'expertise Syndex et Orseu, généralise l'analyse à d'autres secteurs dans le cadre des travaux d'évaluation des ordonnances en se centrant sur le fonctionnement des nouveaux CSE et les modalités de prise en charge de leurs attributions.

La décentralisation de la négociation collective vers l'entreprise a été accentuée par les ordonnances de 2017 mais ces dernières prolongent un mouvement entamé depuis les années 1990 qui pose de manière renouvelée la question des domaines de la loi, de la branche et de l'entreprise. La notion « d'articulation » de la négociation d'entreprise avec la négociation de branche est au cœur d'une recherche menée pour la Dares avec le groupe « Revenu » de l'Ires, ce cabinet Orseu et l'Université de Rennes I. La montée de la négociation d'entreprise se retrouve dans l'ensemble des pays européens. Un nouveau projet, basé sur la comparaison internationale et financé par la commission européenne, porte sur les conséquences de cette décentralisation à l'échelle de l'entreprise en se centrant sur les stratégies des représentants des salariés.

Les travaux du groupe se sont prolongés au-delà du secteur privé. L'étude de la place du dialogue social dans la fonction publique, dont les modalités spécifiques ont été réformées en 2010, a été achevée. Des constats ont été tirés sur les obstacles au déploiement de ce dialogue social : réforme peu portée par l'administration, apprentissage limité de relations de confiance entre négociateurs dans un contexte de restrictions budgétaires lourdes de conséquences pour les personnels, postures syndicales peu propices à la négociation.

Concernant l'acteur syndical, des projets comparatifs cherchent à saisir les modalités de l'action syndicale et les processus complexes d'engagement des travailleuses et des travailleurs dans le syndicalisme. Deux secteurs sont privilégiés : les activités liées au Care,

plus particulièrement les EHPAD, et les activités des plateformes numériques. Ces recherches posent la question des conditions d'un renouveau de l'action syndicale face aux mutations du travail.



### **Travail et sécurisation des parcours professionnels**

A l'heure où la situation du marché du travail pénalise très lourdement les personnes dont les statuts sont les plus précaires, tout comme les publics en voie d'insertion professionnelle, le groupe a maintenu une attention soutenue aux problématiques d'accompagnement et de soutien à l'insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi. La question de l'accompagnement vers l'emploi – ou vers « l'activité », pour les créateurs d'entreprise – fait l'objet de deux publications qui précisent ce que recouvre cette notion. La qualité de « l'expérience accompagnée » que les individus peuvent faire des dispositifs d'insertion s'avère décisive pour infléchir favorablement les parcours. Cette expérience peut recouvrir de multiples facettes. Certaines structures de l'insertion par l'activité économique travaillent ainsi à la conception de dispositifs innovants, visant à renforcer le pouvoir d'agir des salariés en insertion *via* leur participation aux instances de dialogue social et à la gouvernance associative. Un nouveau projet interroge les effets de ces nouvelles pratiques sur les trajectoires socio-professionnelles des personnes en insertion, avec un focus particulier sur les jeunes. La crise sanitaire a, par ailleurs, conduit à se pencher sur les usages des formats distanciels de formation par les organismes de formation, et à leurs apports pour leurs bénéficiaires. L'exploitation d'une enquête réalisée auprès de demandeurs d'emploi en cours de formation au moment du confinement a permis de souligner l'importance des pratiques pédagogiques mises en œuvre.

Les travaux relatifs aux équipements et fonctionnements du marché du travail, souvent territorialisés, se sont également poursuivis. La recherche sur l'expérimentation « Territoire zéro chômeur » s'est achevée, et a pu montrer combien la crise sanitaire avait exacerbé les tensions et les impensés du dispositif : un manque de réflexion sur le modèle économique de l'Entreprise à But d'Emploi, sur l'organisation du travail en son sein et sur les conditions de sa viabilité. Autant de facteurs sous-estimés face à l'impératif quantitatif d'embaucher des personnes privées d'emploi... Enfin, en matière d'accompagnement territorial des restructurations, les travaux sur la revitalisation des territoires se sont orientés vers des préoccupations dont l'actualité va croissante : les enjeux et les pratiques de prévention et de précaution. Ces pratiques sont le fait des entreprises en restructuration ou des acteurs locaux, qui ont à faire face aux lourds préjudices que les restructurations font subir aux territoires, à leurs tissus économiques et à leurs salariés.

Pour finir, un ensemble de travaux de nature historique se sont poursuivis. D'autres ont été initiés dans l'année. Le projet d'une histoire des organisations syndicales de l'INSEE fait l'objet d'une étude préalable de faisabilité. Un nouveau projet est consacré à l'histoire des activités sociales de la Poste et à leurs transformations tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Plusieurs dimensions sont en cours d'investigation : les structures organisationnelles du service consacré aux affaires sociales et leurs évolutions, le budget, le logement et le service social. La recherche s'intéresse également aux travailleuses chargées de certaines

de ses missions – les assistantes sociales –. Pour finir, un travail d'enquête historique a été publié sur le principe d'obligation. A l'heure où le contexte épidémique fait éprouver intimement l'interdépendance sociale, cette plongée dans les fondements et les « péripéties » historiques de l'*obligation*, comme corollaire du principe de solidarité, permet de revenir sur le long processus conflictuel auquel ce principe a donné lieu dans le champ de l'assurance maladie. Ce travail interroge, *in fine*, et à travers cet exemple significatif, la capacité et, surtout ici, la difficulté démocratique à orienter le devenir collectif.

## Revenus



Les travaux menés par le groupe « Revenus » visent à éclairer les évolutions concernant la formation et la répartition des revenus. Ils sont organisés autour de trois grands axes : revenus primaires, protection sociale, revenus disponibles et inégalités. Plusieurs projets se sont achevés en 2020 quand d'autres, encore en cours, ont vu leur progression ralentie en raison de la crise liée au Covid-19.

Le premier axe porte sur la formation des salaires et des autres formes de rémunération. Le numéro spécial n°100 de la *Revue de l'IRES* a été consacré au salaire minimum dans plusieurs pays (*Du salaire minimum au salaire décent : un débat renouvelé*). Plusieurs travaux portent sur la négociation collective avec des enjeux concernant l'évolution des salaires et des emplois. Un projet achevé en 2020 met à jour à partir d'une analyse du contenu de plusieurs accords et des stratégies d'acteurs une pluralité des usages de la négociation collective transnationale d'entreprise, allant de l'exportation des bonnes pratiques de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les filiales implantées à l'étranger au renforcement du contrôle de la maison-mère sur les filiales du groupe.

Le deuxième axe porte sur la protection sociale et, d'une manière plus générale, sur l'ensemble des politiques de transferts sociaux et fiscaux et plus généralement l'ensemble des politiques sociales. C'est le cas des travaux menés dans le cadre d'un projet ANR (Agence Nationale de la Recherche) en collaboration avec d'autres chercheurs, sur la construction d'un marché du risque santé. L'objet est notamment d'analyser les usages par les acteurs des instruments juridiques du marché ainsi qu'une comparaison France/États-Unis sur le rôle des organisations syndicales et des employeurs dans la configuration du risque santé. Le projet a analysé la généralisation de la couverture complémentaire santé obligatoire pour les salariés du secteur privé et les transformations des relations entre assurances privées et professionnels de santé en termes de renforcement des logiques marchandes et de reconfiguration de la protection sociale dans le champ de la santé. Un numéro spécial de la *Revue de l'IRES* est en cours de réalisation autour des recompositions des rapports entre assurances privées et assurance publique en France et aux États-Unis. Toujours dans le cadre de cette ANR, un travail d'analyse de la réforme dite du « 100 % santé » a porté sur les recompositions des relations entre assurances santé privées et professionnels de santé. Le travail met en lumière des logiques et des fonctionnements différenciés selon les réseaux de soins observés, ainsi que leur fragilisation. Cette réforme contribue à standardiser le contenu

des contrats d'assurance mais pourrait avoir des conséquences différenciées sur le prix des contrats selon leur nature (collectif/individuel) et le type d'opérateur (mutuelles de petite taille, compagnies d'assurance, etc.).

Autour de la question de la prise en charge de la dépendance à domicile par les proches aidants en temps de COVID-19, des travaux d'enquête ont été entrepris. Un premier travail d'enquête auprès de proches aidants montre que l'expérience à grande échelle du confinement a pu modifier le regard qu'ils portent sur leur propre situation. Une autre enquête en ligne souligne que le rôle s'est révélé vital dans la gestion de la crise sanitaire. Elle dégage plusieurs effets du confinement sur les aidants : un plus fort isolement pour ces aidants qui ont largement pallié la fermeture des établissements ou la réduction des services d'aide à domicile ; une intensification des différentes formes d'aide (tâches domestiques, suivi médical, surveillance, soutien moral, actes intimes, etc.) qui épuise davantage physiquement et moralement les aidants et a des effets négatifs sur leur santé.

Diverses questions liées aux politiques sociales en direction des familles (congrés destinés aux parents, évolutions sur longue période et récemment des dépenses et recettes de la branche famille de la Sécurité sociale) ; la construction politique des réformes des retraites depuis les années 1980 ; la notion de pensions de retraites « adéquates » pour toutes les personnes quel que soit leur statut d'emploi ; la notion de contributivité d'une prestation ou d'un prélèvement social dans le but d'en saisir les enjeux au regard de l'évolution du financement de la protection sociale et des droits sociaux.

Un troisième axe s'intéresse à la distribution et l'évolution des revenus disponibles et plus largement des moyens d'existence des ménages. Dans ce cadre, diverses publications ont été produites sur les questions de richesse, d'inégalités ou de pauvreté. On peut noter une analyse de l'évolution de la pauvreté laborieuse dans les pays d'Europe du Sud entre 2007 et 2017. L'IRES a également poursuivi plusieurs travaux autour des « budgets de référence » ou « revenu minimum décent » pour pouvoir participer effectivement à la vie sociale, en particulier la finalisation de « budgets de la dignité » mené sur la Tunisie. Divers projets sont en cours pour examiner les mesures de politique publique en Argentine pendant la pandémie et la post-pandémie de COVID-19, la pauvreté laborieuse en France et au Royaume.

### **Emploi et système productif**



En 2020, les travaux du groupe « Emploi et système productif », poursuivent les grandes orientations de ces dernières années, autour de quatre thématiques principales.

La première concerne les stratégies des groupes industriels et le système productif. Quel est l'impact de l'insertion des grands groupes industriels français dans les chaînes mondiales d'approvisionnement sur les systèmes productifs et d'emploi de leur pays d'origine et les enjeux soulevés en matière de politiques publiques ? Cette problématique, qui a guidé une recherche comparative France-Brésil dans les industries automobile et aéronautique, continuera d'alimenter les travaux et réflexions dans le cadre d'un séminaire organisé conjointement avec le Gerpisa (groupement de recherche sur l'automobile) au printemps 2021. Ce séminaire portera sur une comparaison des effets économiques de la crise sanitaire liée au Covid-19 avec

ceux de la crise de 2008, notamment des modes d'ajustement de l'emploi et du travail opérés par les entreprises automobiles, dans un contexte accéléré de restructuration (baisse des volumes, fermetures de sites, externalisations, délocalisations) et de transformations technologiques au sein de la filière (développement du véhicule électrique). Le contexte de la crise sanitaire a également nourri une nouvelle recherche sur la vulnérabilité de la France dans l'équipement médical, dont l'industrie pâtit à la fois des choix stratégiques des groupes français et de ceux effectués depuis des décennies par l'Etat en matière de politique industrielle

Le deuxième axe concernant l'analyse des transformations du travail liées au numérique a continué via les activités du réseau Sharers and Workers (IRES et ASTREES) et s'est poursuivie dans plusieurs directions : participation à la mission Frouin, accompagnement de collectifs et d'initiatives de représentation de travailleurs de plateformes dans le cadre du projet européen DigitalPlatformObservatory avec la Confédération Européenne des syndicats. Deux projets de recherche sont en cours : sur les intermédiaires BtoB du travail pour la DARES, en collaboration avec Paris Saclay et TelecomParisTech, pour l'ANACT (coordination d'un FACT sur « travail et communs »).

Un projet européen va se lancer début 2021, autour des enjeux du dialogue social et de l'IA, en collaboration notamment avec la CFE-CGC. La capacité du dialogue social à promouvoir une approche responsable et équilibrée de l'intelligence artificielle et des algorithmes , des nouvelles formes d'intermédiation que sont les plateformes numériques, dans un contexte où la généralisation du télétravail impliqué par la crise COVID et les coûts liés à certaines obligations pour l'employeur entre autres ouvrent potentiellement la voie à une accélération de la « plateformes » de certains services de l'entreprise sont au cœur des travaux de cet axe.

Les travaux sur l'emploi de certaines catégories de main-d'œuvre se sont poursuivis durant 2020. Différentes publications ont mis en valeur les travaux sur l'emploi des seniors et les dynamiques territoriales ainsi que sur l'emploi des femmes seniors. En ce qui concerne la diversité des formes d'exercice de l'activité agricole, l'accent a été mis sur les comparaisons internationales. Les travaux sur les inégalités femmes-hommes se sont poursuivis dans le cadre d'un séminaire. Ils seront aussi largement développés dans le cinquième axe de recherche qui interroge les hiérarchies posées entre les métiers et totalement bousculées lors de cette crise sanitaire que nous sommes en train de vivre. La crise sanitaire semble avoir agi comme un révélateur des contradictions entre hiérarchie salariale, reconnaissance sociale d'une part, et utilité des métiers d'autre part.

### Activités transversales



L'année 2020 a connu un chamboulement dans le rythme de parution des numéros variés et du numéro spécial de la Chronique internationale consacrés à l'actualité économique et sociale à l'étranger.

Le numéro n° 169-170 paru en juin est un numéro varié et double, qui comprend sept articles. Le surgissement de la crise sanitaire liée au Covid-19 a en effet incité l'équipe de l'Ires à consacrer son numéro spécial n°171 de manière anticipée par rapport au calendrier habituel sur le thème des mobilisations sanitaires des États et de l'Union européenne face à la première vague de Covid-19. Ce numéro spécial coordonné par Renaud Gay et Kevin Guillas-Cavan, est sorti en décembre. Il a déjà fait l'objet d'une première présentation dans un webinaire d'un réseau de chercheurs brésiliens (Redesist) en novembre. Le numéro varié n°172 est de ce fait décalé et n'est sorti qu'en janvier 2021. Il comprend six articles.

La revue de l'Ires a publié un numéro double varia et a célébré son 100<sup>e</sup> numéro en le consacrant au salaire minimum. A l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du Smic, ce numéro revient sur ce dispositif, pilier de la régulation des salaires dans de nombreux pays. Il discute en particulier deux questions récurrentes depuis la création du salaire minimum en France : celle des effets du salaire minimum sur l'emploi, en questionnant le lien entre hausse du premier et baisse du second, et celle de la relation entre salaire minimum et conditions de vie décentes des travailleurs. Trois articles illustrent la façon dont les acteurs sociaux se saisissent de ces enjeux dans trois pays marqués par des systèmes de relations professionnelles très différents les uns des autres (Royaume-Uni, Allemagne, France).

Comme on l'a déjà souligné, plusieurs Eclairages de l'Ires ont permis aussi de répondre en grande partie à l'actualité économique et sociale liée à la pandémie.

Le séminaire international avait vu son fonctionnement et sa programmation modifiés en 2019. Le confinement du printemps 2020 et les règles sanitaires en place dans les locaux de l'IRES ont conduit le comité d'organisation à déprogrammer les séances initialement prévues. Le défi de la rentrée 2021 est de poursuivre la dynamique enclenchée fin 2020 sous le nouveau format du webinaire, tout en développant la communication publique (site web, vidéos, réseaux sociaux) autour des événements.

En matière de communication digitale, cette année a vu la mise en ligne d'une page dédiée aux projets de recherches en cours dans la rubrique « Programme scientifique » et la mise en avant des publications de l'IRES éclairant la crise sanitaire actuelle. La maquette d'une nouvelle version du site a vu le jour. Les principaux points à retenir dans un futur projet de refonte du site sont : une simplification de l'ergonomie avec un regroupement de certaines rubriques dans les menus, une page d'accueil mettant en avant les contenus de façon plus visuelle.